



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
AU 30 JUIN 2014

## SOMMAIRE

1 – Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
2 – Rapport d'activité au 30 juin 2014	4
3 – Comptes consolidés résumés semestriels établis en normes IFRS pour la période de six mois clos le 30 juin 2014	7
4 – Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels au 30 juin 2014	40

# 1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

---

## 1.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Ludovic LASTENNET, Directeur Général de la société IMPLANET.

## 1.2 Attestation de la personne responsable

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Monsieur Ludovic LASTENNET, Directeur Général de la société IMPLANET.

## 2. Rapport d'activité au 30 juin 2014

---

### 2.1 Faits marquants du 1er semestre 2014

- La société a procédé au transfert de sa filiale aux Etats-Unis de New-York à Boston en janvier 2014.
- Ludovic Lastennet, Directeur Général de la société va partager son temps entre le site de Martillac et le site de Boston afin de suivre au plus près le démarrage effectif des opérations aux Etats-Unis
- La filiale américaine a procédé au recrutement de 4 salariés en charge de :
  - Direction Commerciale Côte Est
  - Direction Commerciale Côte Ouest
  - Direction Marketing & Communication US
  - Responsable opérations, logistique et service client
- 1<sup>er</sup> Audit FDA réalisé début février 2014
- Implanet confirme son éligibilité PEA-PME
- Nomination au Conseil d'Administration de Monsieur Brian T. Ennis amenant avec lui plus de trente ans d'expérience dans le développement et la croissance de sociétés de technologies médicales, tant dans des startups que dans des grandes sociétés du secteur, américaines pour la plupart.
- Plusieurs signatures d'accords de distribution aux Etats-Unis permettant à la société d'étendre son réseau commercial à 14 agences adressant plus de 50% du marché nord-américain de la scoliose pédiatrique.
- Diminution progressive de l'activité « Hanche » au cours des premiers mois de 2014, pour un arrêt définitif fin mai, la stratégie de la société étant alors de se consacrer principalement à la commercialisation de produits propriétaires.

### 2.2 Activité et résultats de la société

#### 2.2.1 Chiffre d'affaires

##### **Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014**

- Implanet a réalisé pour le S1 2014 un chiffre d'affaires de 4 001 K€ (+21%), grâce à la bonne dynamique des ventes des activités Rachis (JAZZ) et Genou. Le chiffre d'affaires semestriel à l'export s'élève à 1 603 K€ et représente 40% des ventes.
- Implanet réalise une performance prometteuse pour son activité Rachis (ventes de JAZZ), en multipliant par 2,3 son chiffre d'affaires semestriel à 879 K€. La dynamique commerciale de JAZZ est positive sur l'ensemble des zones d'activité. Sur le seul premier semestre, Implanet a vendu un total de 2 174 unités (+127%), dépassant ainsi le nombre de JAZZ vendus sur l'ensemble de l'exercice 2013 (1 953 unités). Au cours du premier semestre, plus de 300 chirurgies ont été réalisées avec la technologie JAZZ
- Le chiffre d'affaires de l'activité Genou affiche une progression solide de +20% à 2 357 K€, confirmant la stratégie pertinente de développement de la gamme, accompagné du changement de modèle de distribution décidé par le management sur ce segment. En 2013, la société avait pris la décision de faire évoluer le mix produit, avec le désengagement progressif de l'activité de prothèses de hanche pour recentrer son activité historique sur la

chirurgie du genou. Le déploiement sur la fin du semestre d'un nouveau système d'équilibrage ligamentaire, ainsi que les premiers développements encourageants d'un implant de révision, renforceront le positionnement de la société sur le segment des chirurgies du Genou.

### **Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014**

- Au cours du deuxième trimestre, le moins significatif pour Implanet, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 1 954 K€ (+40%), soutenu par l'accélération des ventes de JAZZ et par la bonne tenue de l'activité Genou. Le chiffre d'affaires à l'export s'élève à 798 K€ pour représenter 41% des ventes.
- Sur le trimestre, le chiffre d'affaires de l'activité Rachis (JAZZ) a été multiplié par 3,2 à 455 K€. La montée en puissance des ventes de JAZZ se confirme avec une progression séquentielle de +7% par rapport au T1 2014. Implanet a vendu sur le deuxième trimestre un total de 1 102 unités.
- Le chiffre d'affaires de l'activité Genou poursuit sa progression à 1112 K€ (+33%) alors que les ventes de l'activité Hanche diminuent à 387 K€ (-9%), conformément à la stratégie de désengagement progressif de cette activité à faible valeur ajoutée. La Société a procédé à la cession de l'ensemble des produits de la gamme « hanches » pour un montant de 220 K€. Les produits vendus avaient été dépréciés intégralement au 31 décembre 2013. La vente ainsi réalisée n'a engendré aucun coût significatif en raison de la reprise de la provision constituée précédemment sur ces produits pour 1 517 K€.

#### **2.2.2 Charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles progressent de 802 K€ (+18%) sur le premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013. Cette hausse se décompose :

- + 262 K€ relatif à l'impact de la juste-valeur des bons de souscription en actions et bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise selon la norme IFRS 2 (charges non décaissables)
- + 479 K€ de coûts relatifs à la mise en place et au développement de la filiale Implanet America.
- + 60 K€ relatifs aux autres dépenses opérationnelles notamment au titre de la protection de la propriété intellectuelle

#### **2.2.3 Résultat financier**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, la société a poursuivi le remboursement de la dette obligataire non convertible mise en place au profit de CAPITAL IV (UK) LTD en juillet 2013 pour 5 000 K€.

Le capital amorti sur la période s'élève à 928 K€ pour des intérêts financiers de 216 K€.

La dette obligataire CAPITAL IV (UK) LTD s'élève à 3881 K€ au 30 juin 2014 dans les comptes semestriels établis selon les normes IFRS.

## 2.3 Evolution et perspectives

Au cours du second semestre, la société va :

- Poursuivre sa stratégie de développement commercial du JAZZ à l'international en particuliers aux Etats-Unis.
- Continuer ses efforts en recherche et développement sur les gammes genou et rachis (JAZZ).
- Recueillir les premiers résultats des suivis cliniques sur JAZZ auprès des établissements pilotes en France initiés en 2013.
- Travailler à la mise en place d'études cliniques à l'international et plus particulièrement en Europe et aux Etats-Unis.

## 2.4 Evènements survenus depuis la clôture du semestre

- Mise en place d'une ligne optionnelle de financement en fonds propres avec Kepler Cheuvreux. Implanet a la faculté de demander à Kepler de souscrire à des actions nouvelles qui pourront être émises par tranches au cours des prochains 24 mois, dans la limite globale de 530 000 actions, soit 9,81% du capital actuel. Kepler Cheuvreux a pris un engagement ferme de souscription à la demande exclusive d'Implanet.
- Nomination au Conseil d'administration de Mme Paula Ness Speers, conseil en stratégie dans le secteur de la santé, aussi bien pour des start-up que pour des grands groupes cotés, s'appuyant sur un réseau conséquent de sociétés de technologies médicales et de biotechnologies, ainsi qu'auprès d'investisseurs spécialisés. Plus spécifiquement elle a mené de nombreuses études et missions d'optimisation des coûts et de stratégies de pénétration du marché de la santé, en particulier aux Etats-Unis.

## 2.5 Risques et incertitudes – transactions avec les parties liées

Les risques relatifs à la société sont précisés dans le chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de base la société et n'ont pas évolué significativement au cours du premier semestre 2014.

La Société n'anticipe pas d'évolution de ces risques au cours du second semestre 2014.

Les relations avec les parties liées, font l'objet de la note 21 des comptes semestriels 2014.

### 3. Comptes consolidés semestriels résumés établis en normes IFRS pour la période de six mois clos le 30 juin 2014

#### Etat de situation financière

IMPLANET Etat de situation financière	Notes	30/06/2014 €	31/12/2013 €
<b>ACTIF</b>			
Immobilisations incorporelles	3	611 261	686 335
Immobilisations corporelles	4	1 360 604	1 387 554
Autres actifs financiers non courants	5	8 072 060	9 280 311
Impôts différés actifs		-	-
<b>Total actifs non courants</b>		<b>10 043 924</b>	<b>11 354 200</b>
Stocks	6	4 226 498	4 116 925
Clients et comptes rattachés	7.1	2 355 293	2 337 119
Autres créances	7.2	1 329 382	1 149 221
Actifs financiers courants	5	-	2 001 091
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	1 150 053	2 965 534
<b>Total actifs courants</b>		<b>9 061 226</b>	<b>12 569 890</b>
<b>Total Actif</b>		<b>19 105 151</b>	<b>23 924 090</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital	10	8 099 283	8 099 283
Primes d'émission et d'apport	10	12 407 737	12 332 242
Réserve de conversion	10	8 244	11 374
Autres éléments du Résultat global	10	(8 580)	1 181
Réserves - part du groupe	10	(6 303 029)	267 843
Résultat - part du groupe	10	(3 409 652)	(6 843 456)
<b>Capitaux propres, part du Groupe</b>		<b>10 794 004</b>	<b>13 868 467</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>10 794 004</b>	<b>13 868 467</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Engagements envers le personnel	13	54 452	34 802
Dettes financières non courantes	12	2 197 322	3 211 750
Dérivé passif	12	89 120	78 838
Impôts différés passifs		-	-
<b>Passifs non courants</b>		<b>2 340 895</b>	<b>3 325 391</b>
<b>Passifs courants</b>			
Engagements envers le personnel		-	-
Dettes financières courantes	12	2 323 843	2 703 256
Provisions	14	35 500	144 631
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15.1	2 988 091	3 216 886
Dettes fiscales et sociales	15.2	613 089	663 595
Autres créiteurs et dettes diverses	15.3	9 729	1 864
<b>Passifs courants</b>		<b>5 970 252</b>	<b>6 730 232</b>
<b>Total Passif</b>		<b>19 105 151</b>	<b>23 924 090</b>

## Compte de résultat

IMPLANET		30/06/2014	30/06/2013
Compte de résultat		6 mois	6 mois
	Notes	€	€
Chiffre d'affaires	16	4 001 070	3 314 999
Coûts des ventes	17.1	(2 459 935)	(2 117 848)
<b>Marge brute</b>		<b>1 541 135</b>	<b>1 197 151</b>
Frais de recherche et développement			
Frais de recherche et développement	17.3	(731 983)	(600 133)
Paiement fondé sur des actions	17.3	(27 758)	(912)
Subvention	17.3	188 905	128 044
Coût des affaires réglementaires et assurance qualité			
Coût des affaires réglementaires et assurance qualité	17.4	(448 328)	(397 981)
Paiement fondé sur des actions	17.4	(15 360)	(1 061)
Subvention	17.4	74 833	25 874
Frais de marketing et vente			
Frais de marketing et vente	17.2	(1 541 860)	(1 141 678)
Paiement fondé sur des actions	17.2	(154 375)	(1 840)
Coûts des opérations			
Coûts des opérations	17.5	(497 038)	(533 742)
Paiement fondé sur des actions	17.5	(14 578)	(1 070)
Frais généraux et administratifs			
Frais généraux et administratifs	17.6	(1 427 818)	(1 323 473)
Paiement fondé sur des actions	17.6	(60 514)	(5 934)
Autres produits		504	-
Autres charges		-	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(3 114 235)</b>	<b>(2 656 756)</b>
Charges financières			
Charges financières	19	(310 222)	(41 502)
Produits financiers			
Produits financiers	19	56 171	-
Variation de la juste valeur du dérivé			
Variation de la juste valeur du dérivé	19	(10 282)	-
Gains et pertes de change			
Gains et pertes de change	19	(31 083)	(294)
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>(3 409 652)</b>	<b>(2 698 552)</b>
Charge d'impôts			
Charge d'impôts		-	-
<b>Résultat net de la période des activités poursuivies</b>		<b>(3 409 652)</b>	<b>(2 698 552)</b>
Résultat des activités abandonnées			
Résultat des activités abandonnées		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>(3 409 652)</b>	<b>(2 698 552)</b>
<i>Part du Groupe</i>			
<i>Part du Groupe</i>		<i>(3 409 652)</i>	<i>(2 698 552)</i>
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>			
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>		<i>-</i>	<i>-</i>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		5 399 522	29 556 037
<b>Résultat de base par action (€/action)</b>	22	<b>(0,63)</b>	<b>(0,09)</b>
<b>Résultat dilué par action (€/action)</b>	22	<b>(0,63)</b>	<b>(0,09)</b>

## Etat du Résultat Global consolidé

IMPLANET - IFRS Etat du Résultat Global consolidé	30/06/2014 6 mois €	30/06/2013 6 mois €
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(3 409 652)</b>	<b>(2 698 552)</b>
Ecarts actuariels (non recyclables)	(9 761)	12 053
<b>Elements non recyclables en résultats</b>	<b>(9 761)</b>	<b>12 053</b>
Ecarts de conversion de consolidation	(3 129)	-
Effet d'impôts rattachables à ces éléments		
<b>Elements recyclables en résultats</b>	<b>(3 129)</b>	<b>-</b>
<b>Autres éléments du résultat global (net d'impôts)</b>	<b>(12 890)</b>	<b>12 053</b>
<b>Résultat Global</b>	<b>(3 422 543)</b>	<b>(2 686 499)</b>

## Variation des capitaux propres

IMPLANET Variation des capitaux propres consolidés	Capital Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Réserves et résultat	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
	€	€	€	€	€	€	€	€	€
<b>Au 31 décembre 2012</b>	29 556 037	29 556 037	4 738 744	(29 605 130)	-	(10 239)	4 679 412	-	4 679 412
Résultat net				(2 698 552)			(2 698 552)		(2 698 552)
Autres éléments du résultat global						12 053	12 053		12 053
<b>Résultat global</b>		-	-	(2 698 552)	-	12 053	(2 686 499)	-	(2 686 499)
Dividendes							-		-
Emission d'actions							-		-
Souscription de BSA			3 146				3 146		3 146
Paiements en actions				10 817			10 817		10 817
Frais d'augmentation de capital			(103 793)				(103 793)		(103 793)
Autres							-		-
<b>Au 30 juin 2013</b>	29 556 037	29 556 037	4 638 097	(32 292 864)	-	1 814	1 903 083	-	1 903 083
<b>Au 31 décembre 2013</b>	5 399 522	8 099 283,3	12 489 826	(6 733 196)	11 374	1 181	13 868 468	-	13 868 468
Résultat net				(3 409 652)			(3 409 652)		(3 409 652)
Autres éléments du résultat global					(3 129)	(9 761)	(12 890)		(12 890)
<b>Résultat global</b>		-	-	(3 409 652)	(3 129)	(9 761)	(3 422 543)	-	(3 422 543)
Dividendes							-		-
Emission d'actions							-		-
Souscription de BSA							-		-
Contrat de liquidité				75 495			75 495		75 495
Paiements en actions				272 584			272 584		272 584
Autres							-		-
<b>Au 30 juin 2014</b>	5 399 522	8 099 283	12 489 826	(9 794 770)	8 244	(8 580)	10 794 004	-	10 794 004

## Tableau des flux de trésorerie

IMPLANET - IFRS		30/06/2014	30/06/2013
Tableau de flux de trésorerie consolidé		6 mois	6 mois
		€	€
<b>Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles</b>			
		(3 409 652)	(2 698 552)
			-
		(3 409 652)	(2 698 552)
	3	(117 034)	(148 329)
	4	(490 055)	(675 432)
	13	(9 576)	(153 377)
	14	109 131	176 800
	11	(272 584)	(10 817)
		(225 029)	(43 817)
		(10 282)	-
		(12 936)	(44 049)
		-	-
		(82 045)	(11 163)
		(2 299 242)	(1 788 368)
		645 273	1 259 102
		(2 944 515)	(3 047 469)
<b>Flux de trésorerie générés par l'exploitation</b>			
<b>Flux de trésorerie générés par l'investissement</b>			
	3	(41 959)	(59 559)
	3	-	-
	4	(476 041)	(223 289)
		3 303 013	
		-	-
		-	-
		48 065	
		2 833 078	(282 848)
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
	10	-	3 146
		-	(103 793)
	12	(927 964)	
		(225 029)	(43 817)
	12	-	3 411 458
	12	(265 000)	(292 012)
	12	(218 948)	(298 308)
	12	(85 663)	22 385
		(1 722 604)	2 699 059
		(3 129)	-
		(1 837 170)	(631 259)
		2 965 534	(154 492)
		1 128 364	(785 751)
		(1 837 170)	(631 259)
	8	1 150 053	151 729
	12	(21 689)	(937 480)
		1 128 364	(785 751)

## Analyse détaillée de la variation du besoin de fond de roulement (BFR)

Détail de la variation du BFR des activités poursuivies	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois
Autres actifs non courants	65 929	16
Stocks (net des dépréciations de stocks)	109 574	276 322
Clients et comptes rattachés (nets des dépréciations de créances clients)	18 174	122 631
Autres créances	180 161	220 782
Autres actifs financiers courants	0	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 795	525 606
Dettes fiscales et sociales	50 505	113 745
Autres créditeurs et dettes diverses	(7 865)	
<b>Total des variations</b>	<b>645 273</b>	<b>1 259 102</b>

## Notes aux Etats Financiers semestriels

(Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en euros.)

### Note 1 : Information relative à la Société et à son activité

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes consolidés semestriels résumés IFRS au 30 juin 2014.

Les états financiers consolidés semestriels résumés d'IMPLANET ont été arrêtés par le conseil d'administration du 12 Septembre 2014 et autorisés à la publication.

#### 1.1 Information relative à la Société et à son activité

Créée en Décembre 2006, la société IMPLANET a pour activité le développement technologique, clinique, marketing et commercial d'implants de qualité (« Gold Standards ») et instruments chirurgicaux en y associant des solutions technologiques innovantes.

La gamme de produits d'IMPLANET couvre l'arthroscopie, le genou et le rachis.

La Société a choisi d'externaliser la majeure partie des opérations nécessaires à la fabrication de ses produits et travaille avec un réseau d'une vingtaine de sous-traitants sur la base de cahiers des charges très précis.

La Société IMPLANET est cotée sur le marché Euronext compartiment C d'Euronext Paris depuis le 25 novembre 2013.

Adresse du siège social :

Technopole Bordeaux Montesquieu – Allées François Magendie – 33650 MARTILLAC

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 493 845 341 RCS de BORDEAUX

La société IMPLANET et sa filiale sont ci-après dénommée la « Société » ou le « Groupe ».

#### 1.2 Évènements marquants du 1er semestre 2014

- Implanet a poursuivi son processus d'abandon du marché des prothèses relatives aux hanches en réalisant la cession de l'ensemble des produits de la gamme « hanches » pour un montant de 220 K€. Les produits vendus avaient été dépréciés intégralement au 31 décembre 2013. La vente ainsi réalisée a engendré aucun coût sur la période en raison de la reprise de la provision constituée précédemment sur ces produits pour 1,5 M€. Cf. Note 17
- Le Conseil d'Administration du 8 janvier 2014 a attribué :
  - 60 622 Bons de Souscriptions de Parts de Créateurs d'Entreprises en remplacement de 330 935 BSPCE existants,
  - 247 364 Bons de Souscriptions de Parts de Créateurs d'Entreprises
  - 27 398 Bons de Souscription en Actions.

Sur le premier semestre 2014, la société a enregistré une charge au titre des paiements fondés en actions de 272 K€ contre 10 K€ sur le premier semestre 2013. Cf. Note 11.

### 1.3 Évènements postérieurs à la clôture

#### Mise en place d'une ligne optionnelle de financement en fonds propres avec Kepler Cheuvreux (Equity Line)

La Société a la faculté de demander à Kepler Cheuvreux de souscrire à des actions nouvelles qui pourront être émises par tranches au cours des 24 prochains mois dans la limite globale de 530 000 actions, soit 9,81% du capital actuel. Kepler Cheuvreux a pris un engagement ferme de souscription à la demande exclusive d'Implanet.

Pour chaque tranche, le prix d'émission fera ressortir une décote maximale de 6% par rapport au cours moyen pondéré de l'action du moment. Cette décote permet à Kepler Cheuvreux, qui intervient en tant qu'intermédiaire financier, et n'a pas vocation à rester au capital du groupe, de garantir la souscription des actions en dépit d'une éventuelle volatilité des marchés financiers.

### Note 2 : Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en euros sauf indication contraire.

#### 2.1 Principe d'établissement des comptes

##### Déclaration de conformité

La société IMPLANET a établi ses comptes consolidés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers, et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Conformément aux dispositions du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 30 juin 2014 d'IMPLANET ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation des comptes consolidés. Ces notes doivent donc être complétées par la lecture des comptes consolidés IFRS d'IMPLANET publiés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

##### Principe de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de la Société ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

##### Continuité d'exploitation

L'hypothèse de la continuité de l'exploitation a été retenue par le Conseil d'Administration compte tenu de la capacité financière de la Société au regard de ses besoins de financement des 12 prochains mois.

Cette analyse s'explique par le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 30 juin 2014 s'élevant à 1 150 K€ ainsi que par la détention d'actifs financiers non courants mobilisable s'élevant à 7 204 K€ ainsi que de la capacité de la société à utiliser une ligne optionnelle de financement en fonds propres.

La situation déficitaire de la Société au cours des exercices présentés est en lien avec son stade de développement et de déploiement commercial (coûts de recherche et développement, du marketing et des ventes).

### **Méthodes comptables**

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2013, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour le Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

### **Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2014**

La Société a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivantes à compter de l'ouverture de l'exercice 2014 :

- IFRS 10 – Etats financier consolidés
- IFRS 11 – Accords conjoints
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités
- IAS 28 Révisée (2011) – Participations dans des entreprises associées
- Amendement IAS 32 – Compensation actifs et passifs financiers
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12
- Amendements à IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels
- Amendements à IAS 36 - Dépréciation des actifs : informations à fournir - valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendements à IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation - Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes de la Société.

### **Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur pour les comptes semestriels 2014**

- IFRS 9 – Instruments financiers – Amendements à IFRS 9 : report de la date d'entrée en vigueur et aux informations à fournir sur la transition
- IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique
- Amendements à IAS 19 - Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel
- Amendements à IFRS 11 - Partenariats : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune

- IFRS 15 - Produits provenant de contrats avec les clients
- Amendement IAS 36 et IAS 38 – Clarification des méthodes d’amortissement acceptables
- Amélioration des IFRS (cycle 2010-2012 et cycle 2011-2013)

La Société est actuellement en cours d’appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes. Elle n’anticipe pas d’impact significatif sur ses états financiers.

## 2.2 Utilisation de jugements et d’estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l’hypothèse de la continuité d’exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l’élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes ceux appliqués lors de l’élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2013 à savoir

- Attribution de bons de souscriptions d’actions ou de bons de souscriptions de parts de créateurs d’entreprises aux salariés, dirigeants et aux prestataires extérieurs (cf. note 11)
- Détermination de la juste-valeur du dérivé passif (cf. note 12)
- Reconnaissance des frais de développement à l’actif (cf. note 3)
- Dépréciation des stocks (cf. note 6)
- Dépréciation des créances clients (cf. note 7.1)
- Reconnaissance du chiffre d’affaires
- Provision pour risques et charges (cf. note 14).

## 2.3 Changement de méthode comptable

A l’exception des nouveaux textes identifiés ci-dessus, IMPLANET n’a pas procédé à des changements de méthodes comptables au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014.

## 2.4 Périmètre et méthodes de consolidation

### Filiales

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s’accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en acquiert le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d’être exercé.

Les transactions et les soldes intragroupe sont éliminés. Les états financiers de la filiale sont préparés sur la même période de référence que ceux de la Société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

A la date de publication des états financiers consolidés semestriels, la Société ne détient qu'une filiale à 100%, IMPLANET AMERICA INC., qu'elle a créée fin février 2013.

## 2.5 Contrat de liquidité

Suite à son introduction en bourse sur le marché NYSE Euronext Paris, la Société a signé le 20 novembre 2013 un contrat de liquidité avec la Banque Oddo et Cie afin de limiter la volatilité « intra day » de l'action Implanet.

Dans ce cadre, la Société a confié 400 000 euros à cet établissement afin que ce dernier prenne des positions à l'achat comme à la vente sur les actions de la Société. La part du contrat qui est investi en actions propres de la société par ce prestataire est comptabilisée en moins des capitaux propres consolidés de la Société au 30 juin 2014 pour leurs coûts d'acquisition.

Le résultat de cession de ces actions propres est enregistré également directement dans les capitaux propres.

La réserve de trésorerie liée au contrat de liquidité est présentée en « autres actifs financiers non courants ».

## Note 3 : Immobilisations incorporelles

VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en euros)	Goodwill	Brevets	Logiciels (location financement)	Logiciels	Frais de développement	En-cours	Total
Etat de la situation financière au 31 décembre 2013	0	0	49 643	270 766	823 797	6 250	1 150 456
Capitalisation de frais de développement	0	0	0	0	0	0	0
Acquisition	0	0	0	15 780	0	26 179	41 959
Cession	0	0	0	0	0	0	0
Transfert	0	0	0	0	0	0	0
Etat de la situation financière au 30 juin 2014	0	0	49 643	286 546	823 797	32 429	1 192 415

AMORTISSEMENTS							
Etat de la situation financière au 31 décembre 2013	0	0	48 297	157 512	258 311	0	464 120
Augmentation	0	0	891	33 763	82 380	0	117 034
Diminution	0	0	0	0	0	0	0
Etat de la situation financière au 30 juin 2014	0	0	49 189	191 275	340 691	0	581 154

VALEURS NETTES COMPTABLES							
Au 31 décembre 2013	0	0	1 346	113 254	565 486	6 250	686 336
Au 30 juin 2014	0	0	454	95 271	483 106	32 429	611 260

Le projet dont les coûts de développement ont été activés lors des exercices précédents concerne le projet « JAZZ ». Il n'y a pas eu d'indice de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

## Note 4 : Immobilisations corporelles

Les installations techniques, matériel et outillages sont principalement composés des ancillaires mis en service lors de leur mise à disposition dans les établissements de santé.

<b>VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> (Montants en euros)	<b>Matériels et Outillages</b>	<b>Matériels et outillages (location financement)</b>	<b>Installations et agencements</b>	<b>Installations et agencements (location financement)</b>	<b>Matériel de bureau, informatique, mobilier</b>	<b>Matériel de bureau, informatique et mobilier (location financement)</b>	<b>Matériel de transport</b>	<b>Matériel de transport (location financement)</b>	<b>En-cours</b>	<b>Total</b>
<b>Etat de la situation financière au 31 décembre 2013</b>	<b>4 086 886</b>	<b>1 264 611</b>	<b>82 537</b>	<b>278 182</b>	<b>210 323</b>	<b>569 130</b>	<b>0</b>	<b>7 794</b>	<b>0</b>	<b>6 499 463</b>
Acquisition	442 102	0	6 566	0	27 373	0	0	0	0	476 041
Cession	-1 058 659	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 058 659
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Etat de la situation financière au 30 juin 2014</b>	<b>3 470 329</b>	<b>1 264 611</b>	<b>89 103</b>	<b>278 182</b>	<b>237 696</b>	<b>569 130</b>	<b>0</b>	<b>7 794</b>	<b>0</b>	<b>5 916 845</b>

**AMORTISSEMENTS**

<b>Etat de la situation financière au 31 décembre 2013</b>	<b>3 292 445</b>	<b>734 332</b>	<b>64 978</b>	<b>267 716</b>	<b>181 307</b>	<b>569 130</b>	<b>0</b>	<b>2 002</b>	<b>0</b>	<b>5 111 909</b>
Augmentation	311 380	159 538	4 980	0	13 384	0	0	773	0	490 055
Diminution	-1 027 413	0	0	-18 311	0	0	0	0	0	-1 045 724
<b>Etat de la situation financière au 30 juin 2014</b>	<b>2 576 412</b>	<b>893 870</b>	<b>69 958</b>	<b>249 405</b>	<b>194 691</b>	<b>569 130</b>	<b>0</b>	<b>2 774</b>	<b>0</b>	<b>4 556 241</b>

**VALEURS NETTES COMPTABLES**

<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>794 441</b>	<b>530 279</b>	<b>17 559</b>	<b>10 466</b>	<b>29 016</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 792</b>	<b>0</b>	<b>1 387 554</b>
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>893 917</b>	<b>370 741</b>	<b>19 145</b>	<b>28 777</b>	<b>43 004</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 020</b>	<b>0</b>	<b>1 360 604</b>

Il n'y a pas eu d'indice de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

## Note 5 : Autres actifs financiers non courants et courants

<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Dépôts à termes	300 790	301 316
Bons moyens termes négociables (BMTN)	7 204 458	8 505 851
Dépôt emprunt Kreos	190 735	190 735
Contrat de liquidité	313 218	237 725
Cautions	62 859	44 684
<b>Total autres actifs financiers non courants</b>	<b>8 072 060</b>	<b>9 280 311</b>
Bons moyens termes négociables (BMTN)	0	2 001 091
<b>Total autres actifs financiers courants</b>	<b>0</b>	<b>2 001 091</b>

Les actifs financiers non courants sont constitués de :

- deux dépôts à terme souscrit en 2013 d'une valeur respective de 150 K€ et 150 K€. Ces deux de dépôts à terme d'une durée de 36 mois sont nantis au profit d'établissements bancaires ;
- de bons moyens termes négociables rémunérés avec des taux d'intérêts variables progressifs en fonction de la durée de placement (4 M€ avec un terme au 18 décembre 2017 et 3,2 M€ avec un terme au 10 décembre 2016) ;
- d'un dépôt de garantie au profit de Kreos de 191 K€ dans le cadre de la mise en place en 2013 de l'emprunt obligataire de 5 M€. Cf. Note 12.4 ;
- de la réserve de trésorerie liée au contrat de liquidité ;
- des cautions au titre des baux commerciaux pour ses locaux français et américains.

## Note 6 : Stocks

<b>STOCKS (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Stocks de matières premières	144 677	207 335
Stocks de marchandises	3 659 981	5 008 440
Stocks de produits semi-finis	18 448	0
Stocks d'ancillaires et d'instruments	1 170 189	1 210 827
<b>Total brut des stocks</b>	<b>4 993 295</b>	<b>6 426 602</b>
Dépréciation des stocks de matières premières	0	0
Dépréciation des stocks de marchandises	-766 797	-2 057 579
Dépréciation des stocks d'ancillaires et d'instruments	0	-252 098
<b>Total dépréciation des stocks</b>	<b>-766 797</b>	<b>-2 309 677</b>
<b>Total net des stocks</b>	<b>4 226 498</b>	<b>4 116 925</b>

### Composition des stocks

Le stock de matières premières est essentiellement constitué de composants en polymère, de bobines de fils (fabrication de la tresse JAZZ), des notices produits, de puces RFID (« Radio-frequency identification ») et d'emballages.

Le stock de marchandises est principalement composé des différentes catégories d'implants pour l'arthroscopie, la hanche (dépréciés à 100%), le rachis et le genou.

Le stock d'ancillaires et d'instruments est constitué du matériel neuf disponible à la vente et non mis à la disposition des établissements de santé.

### Provision pour dépréciation des stocks

Au cours de l'exercice 2013, la société a décidé de procéder à l'abandon progressif des activités les moins profitables. Cette décision s'est traduite par une dépréciation complémentaire des stocks au 31 décembre 2013, notamment sur les produits de la gamme « hanches ». Au cours du premier semestre 2014, ces derniers ont fait l'objet d'une cession, entraînant une reprise de dépréciation de 1,5 M€ sur les stocks de marchandises et d'ancillaires.

## Note 7 : Créances

### 7.1 Créances clients

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES (Montants en euros)	30/06/2014	31/12/2013
Clients et comptes rattachés	2 693 932	2 537 988
Dépréciation des clients et comptes rattachés	338 639	200 869
<b>Total net des clients et comptes rattachés</b>	<b>2 355 293</b>	<b>2 337 119</b>

Les produits de la Société sont vendus à des hôpitaux publics et privés, et à des distributeurs. Le risque de défaillance a été évalué comme faible.

La provision pour dépréciation client est établie au cas par cas en fonction du risque estimé de non recouvrement.

L'antériorité des créances clients se décompose comme suit :

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES (Montants en euros)	30/06/2014	31/12/2013
Part non échu	1 521 827	1 399 359
Echu à moins de 90 jours	398 392	533 249
Echu entre 90 jours et six mois	83 885	230 181
Echu entre six mois et douze mois	391 412	118 765
Echu au-delà de douze mois	298 417	256 434
<b>Total brut des clients et comptes rattachés</b>	<b>2 693 932</b>	<b>2 537 988</b>

## 7.2 Autres créances

<b>AUTRES CREANCES (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Crédit d'impôt recherche (1)	566 115	302 377
Taxe sur la valeur ajoutée (2)	490 006	575 240
Personnel et comptes rattachés	17 803	9 175
Fournisseurs débiteurs	50 788	64 480
Crédit d'impôt compétitivité des entreprises	35 176	19 906
Charges constatées d'avance (3)	168 410	172 043
Divers	1 084	6 000
<b>Total autres créances</b>	<b>1 329 383</b>	<b>1 149 221</b>

### (1) Crédit d'impôt recherche (« CIR »)

La Société bénéficie des dispositions des articles 244 quater B et 49 septies F du Code Général des Impôts relatives au crédit d'impôt recherche. Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en moins des charges de recherche au cours de l'année à laquelle se rattachent les dépenses de recherche éligibles ou en moins de l'actif immobilisé s'il concerne des coûts de développement activés.

Il est présenté en subvention au niveau de la catégorie des « Frais de recherche et développement » et du « Coût des affaires réglementaires et assurance qualité ».

En l'absence de résultat imposable, la créance sur l'Etat relative au Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») est remboursable l'année suivant celle de sa constatation :

- CIR estimé au 30 juin 2014 : 263 738 €
- CIR 2013 : 302 377 € remboursement prévu sur le second semestre 2014

(2) Les créances de TVA sont relatives principalement à la TVA déductible ainsi qu'au remboursement de TVA demandé.

(3) Les charges constatées d'avance se rapportent à des charges courantes et correspondent pour l'essentiel à des dépenses de maintenances et de locations.

## Note 8 : Valeurs mobilières de placement et trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Comptes bancaires	149 743	1 964 742
Dépôts à terme	1 000 310	1 000 792
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>1 150 053</b>	<b>2 965 534</b>

Le dépôt à terme de 1 M€ a été souscrit le 1<sup>er</sup> août 2013 pour une durée de 64 jours renouvelable par tacite reconduction.

## Note 9 : Actifs et passifs financiers et effets sur le résultat

Les actifs et passifs de la Société sont évalués de la manière suivante au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2014 :

(Montants en euros)	30/06/2014		Valeur - état de situation financière selon IAS 39			Instruments non financiers
	Valeur Etat de Situation financière	Juste Valeur	Juste-valeur par le compte de résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	
Actifs financiers non courants	8 072 060	8 072 060	7 505 248	566 812		
Clients et comptes rattachés	2 355 293	2 355 293		2 355 293		
Autres créances	1 329 382	1 329 382		1 329 382		
Actifs financiers courants	0	0				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 150 053	1 150 053	1 000 310	149 743		
<b>Total actifs</b>	<b>12 906 788</b>	<b>12 906 788</b>	<b>8 505 558</b>	<b>4 401 230</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes financières courantes	2 323 843	2 323 843			2 323 843	
Dettes financières non courantes	2 197 322	2 197 322			2 197 322	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 988 091	2 988 091			2 988 091	
Dérivé passif	89 120	89 120	89 120			
Autre créditeurs et dettes diverses	9 729	9 729			9 729	
<b>Total passifs</b>	<b>7 608 106</b>	<b>7 608 106</b>	<b>89 120</b>	<b>0</b>	<b>7 518 985</b>	<b>0</b>

(Montants en euros)	31/12/2013		Valeur - état de situation financière selon IAS 39			Instruments non financiers
	Valeur Etat de Situation financière	Juste Valeur	Juste-valeur par le compte de résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	
Actifs financiers non courants	9 280 311	9 280 311	8 807 167	473 144		
Clients et comptes rattachés	2 337 119	2 337 119		2 337 119		
Autres créances	1 149 221	1 149 221		1 149 221		
Actifs financiers courants	2 001 091	2 001 091	2 001 091			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 965 534	2 965 534	1 000 792	1 964 742		
<b>Total actifs</b>	<b>17 733 276</b>	<b>17 733 276</b>	<b>11 809 050</b>	<b>5 924 226</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes financières courantes	2 703 256	2 703 256			2 703 256	
Dettes financières non courantes	3 211 750	3 211 750			3 211 750	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 216 886	3 216 886			3 216 886	
Dérivé passif	78 838	78 838	78 838			
Autre créditeurs et dettes diverses	1 864	1 864			1 864	
<b>Total passifs</b>	<b>9 212 595</b>	<b>9 212 595</b>	<b>78 838</b>	<b>0</b>	<b>9 133 757</b>	<b>0</b>

(Montants en euros)	Impacts compte de résultat au 30 juin 2014		Impacts compte de résultat au 31 décembre 2013	
	Intérêts	Variation de juste valeur	Intérêts	Variation de juste valeur
<b>Actifs</b>				
Actifs en juste valeur par résultat		4 244		6 481
Prêts et créances				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		310		792
<b>Passifs</b>				
Dérivé passif		10 282		- 135 286
Passifs évalués au coût amorti : emprunts obligataires	292 320		374 706	
Passifs évalués au coût amorti : avances	6 174		20 355	

## Note 10 : Capital

### Capital émis

Le capital social est fixé à la somme de 8 099 283 €. Il est divisé en 5 399 522 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 1,50€.

Ce nombre s'entend hors Bons de Souscription d'Actions (« BSA »), et Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BCE ») octroyés à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société et non encore exercés.

Aucune variation de capital n'est intervenue sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014.

### Distribution de dividendes

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014.

### Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

A ce titre un contrat de liquidité a été signé le 20 novembre 2013 avec la Banque Oddo et Cie. Au 30 juin 2014, au titre de ce contrat, 13 776 actions propres ont été comptabilisées en déduction des capitaux propres et 313 218 euros d'espèces figuraient en actifs financiers long terme.

## Note 11 : Bons de souscriptions d'actions et bons de souscriptions d'actions de parts de créateurs d'entreprise

### Bons de souscriptions d'actions (« BSA »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS 2 :

Date	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caducs	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre (1)	Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2				
						Prix de souscription par action en €	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes)
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
AG du 26 septembre 2011	BSA <sub>09/11</sub>	60 000	0	60 000	6 000	1,00 €	10 ans	37,90%	1,69%	17 413 €
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>	<b>6 000</b>					
AG du 29 juin 2012	BSA <sub>05/12</sub>	10 245	0	10 245	1 025	1,00 €	10 ans	37,17%	1,46%	2 867 €
AG du 29 juin 2012	BSA <sub>2012</sub>	165 000	0	165 000	16 500	1,50 €	10 ans	37,17%	1,46%	16 984 €
AG du 11 octobre 2012	BSA <sub>09/2012</sub>	100 000	0	100 000	10 000	1,50 €	10 ans	37,17%	1,04%	9 564 €
<b>Au 31 décembre 2012</b>		<b>335 245</b>	<b>0</b>	<b>335 245</b>	<b>33 525</b>					
AG du 22 janvier 2013	BSA <sub>01/2013</sub>	25 000	0	25 000	2 500	1,50 €	10 ans	37,49%	1,08%	2 486 €
<b>Au 31 décembre 2013</b>		<b>360 245</b>	<b>0</b>	<b>360 245</b>	<b>36 025</b>					
CA du 8 janvier 2014	BSA <sub>01/2014</sub>	27 398	0	27 398	27 398	6,68 €	10 ans	34,05%	1,30%	53 318 €
<b>Au 30 juin 2014</b>		<b>387 643</b>	<b>0</b>	<b>387 643</b>	<b>63 423</b>					

(1) Suite au regroupement décidé par l'assemblée générale extraordinaire du 19 juillet 2013, dix bons donnent droit de souscrire 1 action.

Les droits à exercice pour les BSA émis entre 2010 et 2013 sont acquis immédiatement à la date d'attribution par l'Assemblée Générale ou le Conseil d'Administration.

Les droits à exercice pour les BSA émis au 8 janvier 2014 sont acquis par tiers :

- 1/3 au 8 janvier 2015
- 1/3 au 8 juillet 2015
- 1/3 au 8 janvier 2016

### Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE » ou « BCE »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS 2 :

Date d'attribution	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caducs	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre (1)	Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2				
						Prix d'exercice en €	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes)
CA du 29 décembre 2007	BCE <sub>s/12/2007</sub>	100 000	80 000	20 000	2 000	1,50 €	10 ans	43,02%	4,17%	34 387 €
CA du 5 février 2009	BCE <sub>s/02/2009</sub>	106 500	93 500	13 000	1 300	1,50 €	10 ans	38,11%	3,20%	37 389 €
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>206 500</b>	<b>173 500</b>	<b>33 000</b>	<b>3 300</b>					
CA du 22 avril 2010	BCE <sub>s/03/2010</sub>	167 500	137 500	30 000	3 000	1,50 €	10 ans	34,57%	2,54%	63 891 €
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>374 000</b>	<b>311 000</b>	<b>63 000</b>	<b>6 300</b>					
CA du 6 avril 2011	BCE <sub>s/06/2011</sub>	272 000	204 000	68 000	6 800	1,50 €	10 ans	37,90%	3,12%	117 310 €
CA du 18 novembre 2011	BCE <sub>s/09/2011</sub>	103 500	54 500	49 000	4 900	1,50 €	10 ans	37,90%	2,24%	45 462 €
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>749 500</b>	<b>569 500</b>	<b>180 000</b>	<b>18 000</b>					
AG du 29 juin 2012	BCE <sub>05/2012</sub>	21 793	6 435	15 358	1 536	1,00 €	10 ans	37,17%	1,46%	8 277 €
<b>Au 31 décembre 2012</b>		<b>771 293</b>	<b>575 935</b>	<b>195 358</b>	<b>19 536</b>					
<b>Au 31 décembre 2013</b>		<b>771 293</b>	<b>575 935</b>	<b>195 358</b>	<b>19 536</b>					
CA du 8 janvier 2014	BCE <sub>01/2014-1</sub>	39 706	0	39 706	39 706	6,68 €	10 ans	34,05%	1,30%	83 864 €
CA du 8 janvier 2014	BCE <sub>01/2014-2</sub>	19 638	0	19 638	19 638	6,68 €	10 ans	34,05%	1,30%	42 534 €
CA du 8 janvier 2014	BCE <sub>01/2014-3</sub>	1 278	0	1 278	1 278	6,68 €	10 ans	34,05%	1,30%	2 699 €
CA du 8 janvier 2014	BCE <sub>01/2014-4</sub>	247 364	0	247 364	247 364	6,68 €	10 ans	34,05%	1,30%	645 313 €
<b>Au 30 juin 2014</b>		<b>1 079 279</b>	<b>575 935</b>	<b>503 344</b>	<b>327 522</b>					

Les BSPCE pourront être exercés par leur titulaire à compter de la date d'attribution par le Conseil d'Administration, à hauteur de 1/3 des bons attribués au titulaire par année civile exceptés pour les plans d'options du 8 janvier 2014. Pour ces derniers, les BSPCE pourront être exercés par leur titulaire de la façon suivante :

- pour l'intégralité des bons attribués au titulaire pour le plan d'option BCE<sub>01/2014-1</sub> après une période de 12 mois suivant la date d'attribution par le Conseil d'Administration ;
- à hauteur de 1/2 des bons attribués au titulaire à la fin des 12<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> mois suivant la date d'attribution par le Conseil d'Administration pour le plan d'option BCE<sub>01/2014-2</sub> ;
- à hauteur de 1/3 des bons attribués au titulaire à la fin des 12<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> mois suivant la date d'attribution par le Conseil d'Administration pour les plans d'options BCE<sub>01/2014-3</sub> et BCE<sub>01/2014-4</sub>.

Détail de la charge comptabilisée selon la norme IFRS 2 au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014

Type	Date d'Octroi	Au 30 juin 2013					Au 30 juin 2014				
		Nombre d'options en circulation	Coût probabilisé du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2013	Charge cumulée au 30/06/2013	Nombre d'options en circulation	Coût probabilisé du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2014	Charge cumulée au 30/06/2014
BCE <sub>s/12/2007</sub>	CA du 29 décembre 2007	60 000	34 387 €	34 387 €	0 €	34 387 €	20 000	34 387 €	34 387 €	0 €	34 387 €
BCE <sub>s/02/2009</sub>	CA du 5 février 2009	49 500	37 389 €	37 389 €	0 €	37 389 €	13 000	37 389 €	37 389 €	0 €	37 389 €
BCE <sub>s/03/2010</sub>	CA du 22 avril 2010	100 000	63 891 €	63 891 €	0 €	63 891 €	30 000	63 891 €	63 891 €	0 €	63 891 €
BCE <sub>s/06/2011</sub>	CA du 6 avril 2011	196 500	117 310 €	111 895 €	4 999 €	116 894 €	68 000	117 310 €	117 310 €	0 €	117 310 €
BCE <sub>s/09/2011</sub>	CA du 18 novembre 2011	98 500	45 462 €	43 195 €	2 267 €	45 462 €	49 000	45 462 €	45 461 €	0 €	45 461 €
BCE <sub>05/2012</sub>	AG du 29 juin 2012	21 793	8 277 €	6 016 €	1 066 €	7 082 €	15 358	8 277 €	7 859 €	418 €	8 277 €
BCE <sub>01/2014-1</sub>	CA du 8 janvier 2014						39 706	83 864 €	0 €	36 934 €	36 934 €
BCE <sub>01/2014-2</sub>	CA du 8 janvier 2014						19 638	42 534 €	0 €	15 441 €	15 441 €
BCE <sub>01/2014-3</sub>	CA du 8 janvier 2014						1 278	2 699 €	0 €	841 €	841 €
BCE <sub>01/2014-4</sub>	CA du 8 janvier 2014						247 364	645 313 €	0 €	201 037 €	201 037 €
<b>Total - BCE</b>		<b>526 293</b>	<b>306 715 €</b>	<b>296 772 €</b>	<b>8 332 €</b>	<b>305 104 €</b>	<b>503 344</b>	<b>1 081 125 €</b>	<b>306 296 €</b>	<b>254 672 €</b>	<b>560 968 €</b>

Type	Date d'Octroi	Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2013	Charge cumulée au 30/06/2013	Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2014	Charge cumulée au 30/06/2014
BSA <sub>09/11</sub>	AG du 26 septembre 2011	60 000	17 413 €	17 413 €	0 €	17 413 €	60 000	17 413 €	17 413 €	0 €	17 413 €
BSA <sub>05/12</sub>	AG du 29 juin 2012	10 245	2 867 €	2 867 €	0 €	2 867 €	10 245	2 867 €	2 867 €	0 €	2 867 €
BSA <sub>2012</sub>	AG du 29 juin 2012	165 000	16 984 €	16 984 €	0 €	16 984 €	165 000	16 984 €	16 984 €	0 €	16 984 €
BSA <sub>09/2012</sub>	AG du 11 octobre 2012	100 000	9 564 €	9 564 €	0 €	9 564 €	100 000	9 564 €	9 564 €	0 €	9 564 €
BSA <sub>01/2013</sub>	AG du 22 janvier 2013	25 000	2 486 €	0 €	2 486 €	2 486 €	25 000	2 486 €	2 486 €	0 €	2 486 €
BSA <sub>01/2014</sub>	CA du 8 janvier 2014						27 398	53 318 €	0 €	17 913 €	17 913 €
<b>Total - BSA</b>		<b>360 245</b>	<b>49 313 €</b>	<b>46 827 €</b>	<b>2 486 €</b>	<b>49 313 €</b>	<b>387 643</b>	<b>102 631 €</b>	<b>49 313 €</b>	<b>17 913 €</b>	<b>67 226 €</b>

<b>Total - BCE et BSA</b>		<b>886 538</b>	<b>356 028 €</b>	<b>343 599 €</b>	<b>10 818 €</b>	<b>354 417 €</b>	<b>890 987</b>	<b>1 183 757 €</b>	<b>355 609 €</b>	<b>272 585 €</b>	<b>628 194 €</b>
---------------------------	--	----------------	------------------	------------------	-----------------	------------------	----------------	--------------------	------------------	------------------	------------------

## Note 12 : Emprunts et dettes financières

DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (montant en euros)	30/06/2014		31/12/2013	
Dettes financières - location financement	4 675		77 065	
Avance remboursable	189 203		219 842	
Dérivé passif	89 120		78 838	
Emprunt obligataire	2 003 443		2 914 843	
<b>Dettes financières non courantes</b>	<b>2 286 441</b>		<b>3 290 588</b>	
Billets de trésorerie	0		0	
Dettes financières - location financement	169 199		315 757	
Avance remboursable	78 587		306 775	
Concours bancaires courants	21 689		0	
Emprunt obligataire	1 877 846		1 818 539	
Dettes financières au titre du contrat d'affacturage	176 523		262 186	
<b>Dettes financières courantes</b>	<b>2 323 844</b>		<b>2 703 256</b>	
<b>Total dettes financières</b>	<b>4 610 286</b>		<b>5 993 845</b>	

### Ventilation des dettes financières par échéance

Les échéances des dettes financières s'analysent comme suit au cours des exercices présentés :

DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (montant en euros)	30/06/2014			
	Montant brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Billets de trésorerie	0			
Dettes financières - location financement	173 873	169 199	4 675	
Avances remboursables	267 791	78 587	189 203	
Concours bancaires courants	21 689	21 689		
Emprunt obligataire	3 881 290	1 877 847	2 003 443	
Dérivé passif	89 120		89 120	
Dettes financières au titre du contrat d'affacturage	176 523	176 523		
<b>Total dettes financières</b>	<b>4 610 286</b>	<b>2 323 845</b>	<b>2 286 441</b>	<b>0</b>
<i>Dettes financières courantes</i>	<i>2 323 845</i>			
<i>Dettes financières non courantes</i>	<i>2 286 441</i>			

DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (montant en euros)	31/12/2013			
	Montant brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Billets de trésorerie	0			
Dettes financières - location financement	392 821	315 757	77 065	
Avances remboursables	526 617	306 775	219 842	
Concours bancaires courants	0			
Emprunt obligataire	4 733 383	1 818 539	2 914 843	
Dérivé passif	78 838		78 838	
Dettes financières au titre du contrat d'affacturage	262 186	262 186		
<b>Total dettes financières</b>	<b>5 993 845</b>	<b>2 703 256</b>	<b>3 290 588</b>	<b>0</b>
<i>Dettes financières courantes</i>		2 703 256		
<i>Dettes financières non courantes</i>			3 290 588	

### 12.1 Dettes auprès d'établissements de crédit

La Société Implanet n'a pas souscrit pendant le 1<sup>er</sup> semestre 2014 d'emprunts auprès d'établissements de crédit.

#### Autorisation de découvert

La Société bénéficie depuis le 13 décembre 2012 d'une autorisation de découvert d'un montant de 500 000 €, rémunéré à EURIBOR 3 mois + 2% moyennant le nantissement d'un compte à terme de 150 000 €.

### 12.2 Dettes financières – location financement

EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES - LOCATION FINANCEMENT (Montant en euros)	Dettes financières - Contrats de location financement	Part courante	Part non courante	
			de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>392 821</b>	315 757	77 065	0
(+) Souscription	0			
(-) Remboursement	-218 948			
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>173 873</b>	169 199	4 675	0

### 12.3 Avances remboursables

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des avances remboursables :

<b>EVOLUTION DES AVANCES REMBOURSABLES (Montant en euros)</b>	<b>OSEO Genoux</b>	<b>OSEO - BEEP'n TRACK</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>278 574</b>	<b>248 043</b>	<b>526 617</b>
(+) Encaissement			0
(-) Remboursement	-15 000	-250 000	-265 000
Subventions			0
Charges financières	4 217	1 957	6 174
(+/-) Autres mouvements			0
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>267 791</b>	<b>0</b>	<b>267 791</b>

#### Ventilation des avances remboursable par date d'échéance

	<b>OSEO Genoux</b>	<b>OSEO - BEEP'n TRACK</b>	<b>Total</b>
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>267 791</b>	<b>0</b>	<b>267 791</b>
Part à moins d'un an	78 587		78 587
Part d'un an à 5 ans	189 203		189 203
Part à plus de 5 ans			

La Société n'a pas obtenu de nouvelle avance remboursable au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014 ni reçu de versements complémentaires au titre des avances existantes.

### 12.4 Emprunts obligataires convertibles

<b>EVOLUTION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES (Montant en euros)</b>	<b>Emprunt obligatoire non convertible KREOS</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>4 733 383</b>	<b>4 733 383</b>
(+) Encaissement		0
(-) Dérivé Passif		0
(-) Remboursement	-927 964	-927 964
(+) Intérêts capitalisés / désactualisation		0
(+/-) Impact du coût amorti	75 871	75 871
(+/-) Conversion		0
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>3 881 290</b>	<b>3 881 290</b>

### **Emprunt obligataire non convertible pour un montant total de 5 000 K€ au profit de KREOS.**

Le 19 juillet 2013, la Société a conclu un « *venture loan agreement* » avec KREOS CAPITAL IV (UK) LTD (« KREOS ») tenant lieu de contrat cadre organisant la souscription d'un emprunt obligataire de 5 000 K€ par KREOS, l'émission de 65 000 bons de souscription d'actions de la Société au bénéfice de KREOS et le nantissement du fonds de commerce de la Société au bénéfice de KREOS.

Ces différentes opérations ont été réalisées ainsi qu'il suit :

- l'emprunt obligataire de 5 000 000 d'euros par voie d'émission de 5 000 000 d'obligations (non convertibles) d'une valeur nominale de 1 euro l'une au bénéfice de KREOS a été décidé par le conseil d'administration de la Société le 19 juillet 2013 et intégralement souscrit par KREOS le 24 juillet 2013,
- l'émission à titre gratuit de 65 000 bons de souscription d'actions de la Société au bénéfice de KREOS a été décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 19 juillet 2013. Ces BSA ont une durée de 5 ans à compter de la date de l'introduction en bourse (i.e. 25 Novembre 2018).
- le nantissement du fonds de commerce de la Société a été consenti le 19 juillet 2013.

L'emprunt obligataire est remboursable par mensualité constante à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2016. L'emprunt obligataire porte intérêts au taux de 11,5%.

Lors de la mise en place du contrat obligataire, la Société a encouru des frais d'un montant de 185 K€. Les frais ont été pris en compte pour déterminer l'amortissement du prêt selon la méthode du coût amorti. Après prise en compte des frais d'émission et de la décote liée aux BSA, le taux d'intérêts effectif de l'emprunt obligataire ressort à 17,82%.

Les BSA sont comptabilisés en dérivé passif et sont évalués à la juste-valeur, avec enregistrement des variations de cette juste valeur en résultat.

La juste valeur a été déterminée par l'application du modèle de valorisation Black & Scholes.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

- Terme attendu : 3 ½ ans
- Volatilité : 34,05%
- Taux sans risque : 0,28%

Le dérivé passif au 30 juin 2014 s'élève à 89 K€ contre 79 K€ au 31 décembre 2013. La variation de la juste valeur sur la période est de 10 K€.

## Note 13 : Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel sont constitués de la provision pour indemnités de fin de carrière, évaluée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective de la Métallurgie.

Cet engagement concerne uniquement les salariés relevant du droit français. Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

HYPOTHESES ACTUARIELLES	30/06/2014		31/12/2013		30/06/2013	
	Cadres	Non cadres	Cadres	Non cadres	Cadres	Non cadres
Age de départ à la retraite	Départ volontaire entre 65 et 67 ans					
Conventions collectives	Métallurgie Ingénieurs et Cadres	Métallurgie Gironde Landes	Métallurgie Ingénieurs et Cadres	Métallurgie Gironde Landes	Métallurgie Ingénieurs et Cadres	Métallurgie Gironde Landes
Taux d'actualisation (IBOXX Corporates AA)	2,40%		3,00%		3,02%	
Table de mortalité	INSEE 2012		INSEE 2012		INSEE 2012	
Taux de revalorisation des salaires	2,00%		2,00%		2,00%	
Taux de turn-over	Moyen (table AG2R)		Moyen (table AG2R)		Moyen (table AG2R)	
Taux de charges sociales	50%	46%	48%	43%	49%	42%

La provision pour engagement de retraite a évolué de la façon suivante :

ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL (Montants en euros)	Indemnités de départ en retraite
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>37 477</b>
Coûts des services passés	7 738
Coûts financiers	1 008
Ecart actuariel	-12 053
<b>Au 30 juin 2013</b>	<b>34 170</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>34 802</b>
Coûts des services passés	8 532
Coûts financiers	1 044
Ecart actuariel	9 761
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>54 139</b>

## Note 14 : Provisions

PROVISIONS (montant en euros)	30/06/2014				Montant fin exercice
	Montant début exercice	Dotations	Reprises avec objets	Reprises sans objets	
Provisions pour litiges	109 131		109 131		0
Provisions pour litiges prud'homaux	35 500				35 500
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>144 631</b>	<b>0</b>	<b>109 131</b>	<b>0</b>	<b>35 500</b>

### Litiges et passifs

La société peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par la société dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de la société.

### Litiges prud'homaux

Les montants provisionnés sont évalués, au cas par cas, en fonction des risques estimés encourus à date par la société, sur la base des demandes, des obligations légales et des positions des avocats.

### Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2009, 2010 et 2011.

La société a reçu en décembre 2012 (pour l'exercice 2009) et janvier 2013 (pour les exercices 2010 et 2011) des notifications de redressement (droits et d'intérêts pour 109 K€, diminution des déficits reportables de 234 K€) à laquelle la société a répondu en contestant certains motifs invoqués.

Suite à la réception des conclusions de l'administration fiscale en date du 27 mai 2013, la société a décidé de constituer une provision à hauteur des notifications de redressement soit 109 K€ au 31 décembre 2013.

Suite au dénouement au cours du premier semestre 2014 (paiement du redressement), une charge d'impôts de 109 K€ a été comptabilisée engendrant une reprise de provisions du même montant au 30 juin 2014.

## Note 15 : Fournisseurs et autres passifs courants

### 15.1. Fournisseurs et comptes rattachés

Sur les fournisseurs et comptes rattachés aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'antériorité supérieure à 1 an à la fin de chaque exercice en question.

<b>DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Dettes fournisseurs	2 230 188	2 358 298
Factures non parvenues	757 903	858 588
<b>Total dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>2 988 091</b>	<b>3 216 886</b>

### 15.2 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'analysent comme suit :

<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Personnel et comptes rattachés	218 078	254 419
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	357 277	371 099
Autres impôts, taxes et versements assimilés	37 734	38 076
<b>Total dettes fiscales et sociales</b>	<b>613 089</b>	<b>663 594</b>

### 15.3 Autres passifs courants

Les autres passifs s'analysent comme suit et regroupent les dettes à court terme vis-à-vis des tiers :

<b>AUTRES PASSIFS COURANTS (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
Clients créditeurs	2 617	0
Jetons de présence dus aux membres du Conseil d'administration	6 000	0
Divers	1 112	1 864
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>9 729</b>	<b>1 864</b>

## Note 16 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société est composé essentiellement de la commercialisation d'implants orthopédiques.

<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Chiffre d'affaires	4 001 070	3 314 999
Ventes, distribution et marketing		
Subventions (Région Aquitaine)		
Affaires réglementaires et assurance qualité		
Crédit Impôt Recherche	74 833	25 874
Recherche et développement		
Subventions (OSEO)		
Crédit Impôt Recherche	188 905	128 044
Autres produits	504	
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>4 265 312</b>	<b>3 468 917</b>

Le chiffre d'affaires par typologie de produits pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014 et le 1<sup>er</sup> semestre 2013 est le suivant :

<b>CHIFFRES D'AFFAIRES PAR TYPOLOGIE DE PRODUITS (Montants en milliers d'euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Jazz	879	380
Autres rachis	0	0
Rachis	879	
Genou + Arthroscopie	2 357	1 959
Hanche	765	976
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>4 001</b>	<b>3 315</b>

Le chiffre d'affaires par zone géographique pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014 et le 1<sup>er</sup> semestre 2013 est le suivant :

<b>CHIFFRES D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
France	2 399 196	2 112 228
Reste du monde	1 601 874	1 202 772
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>4 001 070</b>	<b>3 314 999</b>

## Note 17 Détails des charges et produits par fonction

### 17.1 Coûts des ventes

<b>COÛTS DES VENTES (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Achats de matières premières et marchandises	(3 581 857)	(1 561 719)
Amortissement des ancillaires	(395 061)	(556 129)
Reprise de provision pour dépréciation de stocks	1 516 983	0
<b>Coûts des ventes</b>	<b>(2 459 935)</b>	<b>(2 117 848)</b>

La société a décidé de se retirer progressivement des secteurs jugés non stratégiques et présentant des profils de rentabilités faibles. Ainsi la société a décidé de se retirer progressivement en 2014 du marché des prothèses relatives aux hanches. Cette décision s'est traduite dans les comptes au 31 décembre 2013 par la dépréciation de l'intégralité des produits de la gamme « hanches » (dépréciation de 1,5 M€ sur les stocks de marchandises et d'ancillaires dont une dépréciation complémentaire de 0,8 M€ sur 2013).

Sur le premier semestre 2014, la société a procédé à la cession de l'ensemble des produits de la gamme « hanches » pour un montant de 220 K€. Ce montant est présenté en chiffre d'affaires au niveau du compte de résultat.

Le coût des produits de la gamme « hanche » ainsi que la reprise de provision correspondant à ces derniers ont été présentés au niveau du coût des ventes conduisant à la constatation d'une marge à 100% sur cette vente au cours de la période.

### 17.2 Ventes, Distribution & Marketing

<b>VENTES, DISTRIBUTION ET MARKETING (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Charges de personnel	(516 543)	(578 685)
Locations	(20 721)	(37 135)
Provision pour dépréciation de créances clients	(137 770)	(7 468)
Commissions sur ventes	(345 147)	(305 867)
Déplacements, Missions et Réceptions	(219 131)	(103 156)
Etudes et recherches	(7 595)	(12 915)
Matières et fournitures non stockées	(47 645)	0
Publicité, Relations extérieures	(57 626)	(6 550)
Rémunérations Interm. Honoraires	(64 391)	35 176
Royalties	(80 938)	(44 297)
Transports biens et du personnel	(2 364)	(62 350)
Divers	(40 195)	(18 130)
Amortissement des immobilisations	(1 793)	(301)
Paiement fondé sur des actions	(154 375)	(1 840)
<b>Frais Ventes, Distribution et Marketing</b>	<b>(1 696 234)</b>	<b>(1 143 518)</b>
Avances COFACE	0	0
<b>Subventions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 17.3 Recherche et Développement

<b>RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Charges de personnel	(403 275)	(349 417)
Locations véhicules	(30 885)	(28 252)
Déplacements, Missions et Réceptions	(32 269)	(21 438)
Entretien et réparation	4 361	(14 815)
Etudes et recherches, propriété intellectuelle	(78 730)	(28 329)
Rémunérations Interm. Honoraires	(127 922)	(91 892)
Divers	(6 365)	(10 526)
Amortissement des immobilisations	(6 500)	(5 066)
Paiement fondés sur des actions	(27 758)	(912)
Capitalisation des frais de R&D	0	0
Amortissement des frais de R&D capitalisés	(50 398)	(50 398)
<b>Frais de Recherche et Développement</b>	<b>(759 742)</b>	<b>(601 045)</b>
Crédit d'impôt recherche	188 905	128 044
Subventions OSEO	0	0
Avances OSEO	0	0
<b>Subventions</b>	<b>188 905</b>	<b>128 044</b>

Les dépenses de recherche et développement sont relatives aux produits d'orthopédie générale, au Madison (prothèse de genou) et au JAZZ.

IMPLANET développe de nouvelles applications innovantes du JAZZ notamment pour le traitement d'autres pathologies.

### 17.4 Affaires réglementaires et assurance qualité

<b>COÛTS DES AFFAIRES REGLEMENTAIRES ET ASSURANCE QUALITE (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Charges de personnel	(246 284)	(244 647)
Etudes et recherches	(45 489)	(103 337)
Locations véhicules	(5 651)	(5 754)
Matières et fournitures non stockés	(54 682)	0
Rémunérations Interm. Honoraires	(29 630)	23 264
Divers	(28 561)	(31 076)
Capitalisation des frais de R&D	0	0
Amortissement des frais de R&D capitalisés	(31 981)	(31 981)
Amortissement des immobilisations	(6 050)	(4 450)
Paiement fondé sur des actions	(15 360)	(1 061)
<b>Coûts des Affaires Réglementaires et Assurance Qualité</b>	<b>(463 688)</b>	<b>(399 042)</b>
Crédit Impôt recherche	74 833	25 874
<b>Subventions</b>	<b>74 833</b>	<b>25 874</b>

## 17.5 Opérations

Le coût des « opérations » comprend :

- la gestion des approvisionnements, de la logistique et des stocks ;
- le loyer et la maintenance du bâtiment logistique ;
- l'administration des ventes.

<b>COÛTS DES OPERATIONS (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Charges de personnel	(265 936)	(229 815)
Entretien et réparation	(20 860)	(14 364)
Locations immobilières	(64 020)	(67 473)
Locations véhicules	(4 979)	(11 161)
Matières et fournitures non stockées	(16 636)	(16 421)
Personnel extérieur à l'entreprise	(7 063)	(9 521)
Rémunérations Interm. Honoraires	(2 262)	(51 957)
Transports biens et du personnel	(31 700)	(21 958)
Divers	(14 593)	(9 196)
Provision pour dépréciation de stocks	26 452	(4 694)
Amortissement des immobilisations	(95 442)	(97 184)
Paiement fondé sur des actions	(14 578)	(1 070)
<b>Coûts des Opérations</b>	<b>(511 616)</b>	<b>(534 812)</b>

## 17.6 Frais généraux et administratifs

<b>FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Charges de personnel	(388 236)	(286 022)
Autres impôts et taxes	(146 646)	(41 186)
Déplacements, Missions et Réceptions	(94 413)	(57 284)
Entretien et réparation	(98 973)	(66 194)
Frais postaux et télécommunications	(38 697)	(31 726)
Locations immobilières	(140 778)	(99 692)
Locations véhicules	(16 793)	(8 669)
Matières et fournitures non stockées	(29 773)	(30 966)
Primes d'assurances	(116 073)	(140 685)
Rémunérations Interm. Honoraires	(362 925)	(394 903)
Jetons de présence	(6 000)	0
Services bancaires et assimilés	(29 575)	(69 589)
Reprises provisions pour risques et charges	120 736	176 800
Divers	(39 616)	(64 779)
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	(144 630)
Amortissement des immobilisations	(40 055)	(63 949)
Paiement fondé sur des actions	(60 514)	(5 934)
<b>Frais Généraux et Administratifs</b>	<b>(1 488 331)</b>	<b>(1 329 407)</b>

## Note 18 : Effectifs

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier la structure ainsi que l'évolution des effectifs au sein de la Société au cours des périodes présentées :

EFFECTIFS MOYENS	30 juin 2014 (6 mois)	Au 31 décembre 2013
Cadres	25,3	20,3
Employés	15,7	12,8
<b>Total effectifs moyens</b>	<b>41,0</b>	<b>33,1</b>

La Société employait en moyenne 41 personnes au 30 juin 2014 contre 33 personnes au 31 décembre 2013.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des effectifs de la Société par zone géographique au cours des périodes présentées :

EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	30 juin 2014 (6 mois)	Au 31 décembre 2013
France	38,0	33,1
Etats-Unis	3,0	0,0
<b>Total effectifs moyens</b>	<b>41,0</b>	<b>33,1</b>

## Note 19 : Produits et charges financiers, nets

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS (Montants en euros)	30/06/2014	30/06/2013
Coût amorti de l'emprunt	(292 320)	0
Variation de la juste valeur du dérivé passif	(10 282)	0
Autres charges financières	(17 903)	(41 502)
Produits financiers	56 171	0
(Pertes) et gains de change	(31 083)	(294)
<b>Total produits et charges financiers</b>	<b>(295 417)</b>	<b>(41 796)</b>

Les autres charges financières sont constituées essentiellement de la désactualisation des avances remboursables, des intérêts sur les contrats de locations financements.

Les produits financiers sont constitués essentiellement des intérêts provenant des bons moyens termes négociables.

## Note 20 : Impôts sur les bénéfices

Sur la base des mêmes règles que celles du 31 décembre 2013, le Groupe n'a pas reconnu d'impôts différés actif au 30 juin 2014.

## Note 21 : Parties liées

### 21.1 Transactions avec des parties liées

#### IMPLANET Institute

IMPLANET Institute, association loi 1901, sponsorisée par IMPLANET, a pour mission d'accompagner les jeunes chirurgiens dans toutes les dimensions de leurs pratiques (programme de préparation à l'installation, cours de technique chirurgicale...).

IMPLANET Institute est une association indépendante dont les actions sont décidées par son Comité Scientifique. Les membres de l'association sont composés de certains des actionnaires et salariés de la société.

Les contributions de la société IMPLANET à IMPLANET Institute au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 et 1<sup>er</sup> semestre 2014 sont de :

- 0 € sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014
- 5 000 € sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013

### 21.2 Rémunérations des dirigeants

Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est octroyé aux membres du conseil d'administration.

Les rémunérations des membres du conseil d'administration s'analysent de la façon suivante (en euros) :

Rémunération des mandataires sociaux	30/06/2014	30/06/2013
Rémunérations fixes dues	82 642	83 025
Rémunérations variables dues	45 000	3 819
Avantages en nature	3 289	3 289
Jetons de présence	0	0
Paiement fondés sur des actions	147 065	2 919
Honoraires de conseils	36 000	39 000
<b>TOTAL</b>	<b>313 996</b>	<b>132 052</b>

Les modalités d'allocation des parts variables sont établies en fonction de critères de performances.

## Note 22 : Résultat par action

### Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA et options de souscription) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

<b>RESULTAT DE BASE PAR ACTION (Montants en euros)</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Résultat de l'exercice	(3 385 288)	(2 698 552)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	5 399 522	29 556 037
<b>Résultat de base par action (€/action)</b>	<b>(0,63)</b>	<b>(0,09)</b>
<b>Résultat dilué par action (€/action)</b>	<b>(0,63)</b>	<b>(0,09)</b>

## Note 23 : Engagements hors bilan

Les principaux changements en termes d'engagements hors bilan entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 sont décrits ci-après. Les autres engagements hors bilan existants au 31 décembre 2013 n'ont pas changé de façon significative sur la période.

### Engagement au titre des contrats de location simple

La Société a conclu des contrats de location simple de véhicules. Après analyse, ils ont été considérés comme des contrats de locations simples au regard des dispositions d'IAS 17.

Le tableau suivant présente le montant des paiements minimaux et leur ventilation :

	<b>A moins d'1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
<b>Engagements hors bilan au 31/12/2013 (montant en euros)</b>	99 568	92 918	0
<b>Engagements hors bilan au 30/06/2014 (montant en euros)</b>	92 419	47 895	0

## 4. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés résumés semestriels établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne

---

«

**INKIPIO AUDIT**  
19, rue des Tuilliers  
69003 Lyon  
S.A.S. au capital de € 300.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon

**ERNST & YOUNG Audit**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

### Implanet

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

#### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Implanet, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Lyon et Paris-La Défense, le 15 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

INKIPIO AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Clément Albrieux

Franck Sebag

»